

**En dépit de l'existence de réseaux favorables à la mobilité des chercheurs et à la diffusion de la production scientifique (séjours, bourses, colloques, programmes de recherche internationaux, publications et traductions, etc.), force est de constater des déséquilibres, selon les pays, au niveau de la visibilité et de la renommée de cette production. Le champ sociologique, dont il sera question dans l'entretien qui suit, n'échappe pas à ces déséquilibres, en témoigne la prédominance anglo-saxonne et francophone. Certes, les pays «périphériques» peuvent se distinguer par des centres d'investigation, des figures, des textes ayant consolidé une notoriété mais, d'une part, il s'agit le plus souvent de domaines de recherche localisés et, d'autre part, la diffusion internationale des travaux demeure soumise aux contraintes linguistiques, aux financements de traduction.**

**C'est à partir de cette problématique de la visibilité des travaux et des conditions institutionnelles qui caractérisent le champ sociologique d'ailleurs, que Carnets de bord a proposé à Marta Roca i Escoda, assistante-doctorante à l'Université de Genève, de nous exposer quelques aspects de la sociologie espagnole à travers la réalisation d'un entretien mené avec le professeur Luis Enrique Alonso Benito.**

*Entretien mené par  
Marta Roca i Escoda  
avec le sociologue  
Luis Enrique Alonso Benito*

Ayant suivi ma licence en sociologie à Barcelone, d'où je suis originaire, et résidant depuis 7 ans à Genève pour mener deux diplômes post-grade (en sociologie et en Etudes Genre), j'étais régulièrement confrontée aux questions portant sur le champ sociologique espagnol. Malgré mon inscription antérieure dans ce champ, comme étudiante, il était difficile pour moi de répondre de manière satisfaisante et ceci non pas du fait d'une indifférence de ma part mais en raison des particularités mêmes de ce champ que l'on m'invitait à décrire (comme, par exemple, l'attrait exercé par la sociologie étrangère, par les productions extérieures ayant un capital symbolique plus saillant).

Ayant suivi mes études à Barcelone, se posait en outre le problème du particularisme catalan. Issue de la génération post-franquiste, j'ai fait mes études dans ma propre langue à l'Université Autonome de Barcelone, qui est une des rares universités

publiques avec une politique autonome dont la langue officielle est le catalan. Dans le cadre de leurs cours, les professeurs, pour la plupart catalans, accordaient une place mineure à la production sociologique du reste de la péninsule ibérique. La réalisation de l'entretien, rapporté ci-dessus, m'a donné l'occasion d'atténuer la frustration ressentie à l'égard de ma méconnaissance du champ sociologique espagnol.

C'est par l'intermédiaire d'un ami que j'ai pris contact avec le Professeur Luis Enrique Alonso Benito qui a une chaire de sociologie à l'Université Autonome de Madrid. Spécialisé en sociologie économique, Luis Enrique Alonso Benito mène des recherches sur l'action collective, les mouvements sociaux et l'Union Européenne. Au cours de sa trajectoire professionnelle il a eu l'occasion d'enseigner dans différentes universités étrangères : Southbank de Londres, Paris IX et Paris I (Laboratoire Georges Friedmann), Xalapa (Veracruz, Mexique) et La République de l'Uruguay. Parmi ses publications, mentionnons : *La mirada cualitativa en sociología*, Madrid, Fundamentos, 1998 ; *Trabajo y ciudadanía : estudios sobre la crisis de la sociedad salarial*, Madrid, Trotta, 1999 ; *Trabajo y postmodernidad. El empleo débil*, Madrid, Fundamentos, 2001. «La producción social de la necesidad y la modernización de la pobreza: una reflexión desde lo político», in Riechmann, J. (Ed.), *Necesitar, desear, vivir*, Madrid, La Catarata, 1998. «Pierre Bourdieu in memoriam (1930-2002). Entre la bourdieumanía y la reconstrucción de la sociología europea» in *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n° 97, janvier-mars, 2002. «Los mercados lingüísticos o el muy particular análisis sociológico de los discursos de Pierre Bourdieu», in *Estudios de Sociolingüística*, n° 3, 2002.

L'entretien a été réalisé par téléphone et par courrier électronique. Le caractère non linéaire de l'entretien et les contraintes de traduction m'ont conduit à restructurer l'ensemble des réponses autour d'un nombre limité de thématiques accordant une place majeure à la situation passée et actuelle du champ de recherches espagnol, et aux articulations avec la production scientifique menée dans d'autres pays. Je tiens à remercier Luis Enrique Alonso pour la disponibilité et la bienveillance avec lesquelles il s'est prêté au jeu de l'entretien.

Pourriez-vous me présenter dans les grandes lignes la sociologie espagnole actuelle ?

La sociologie espagnole actuelle a un statut un peu confus. Son institutionnalisation académique s'est faite difficilement et tardivement. En ce moment, elle connaît un fort développement du corps enseignant à travers la création de nouvelles Facultés dans presque tout le territoire Espagnol. Cependant, le marché du travail pour les professionnels demeure assez limité. Seules les entreprises d'études d'opinion et d'études de marché engagent ce type de professionnels. Autrement, une autre possibilité d'ancrage est fournie par les institutions étatiques ou «autonomiques»<sup>1</sup>, mais sans pouvoir bénéficier d'un statut professionnel bien délimité. Pour le dire brièvement, le développement de la sociologie a été considérable ces dernières années, en témoigne la production académique et le corps enseignant mais ce développement se heurte à une absence de débouchés sur le marché du travail.

Salustiano del Campo, dans le livre «Historia de la sociología española»<sup>2</sup> parle d'une histoire fragmentée et plurielle. Partagez-vous cette analyse ?

C'est évident et cela en raison de la déliquescence de la tradition des études sociales espagnoles et de l'exil de ses figures de l'avant guerre civile. Ainsi, la sociologie du *régénérationnisme*<sup>3</sup> espagnol tout comme les auteurs universitaires des années trente (par exemple Francisco Ayala<sup>4</sup>) restent oubliés, notamment parce qu'ils furent interdits par la censure franquiste.

Étant donné que l'Espagne est un pays organisé en «communautés autonomes» qui bénéficient d'une certaine autarcie sur le plan de la politique de l'éducation, observe-t-on des différences régionales au niveau de la production sociologique ? Si c'est le cas, y a-t-il une volonté de communication, collaboration et échange entre les «communautés autonomes» ?

Les corps de professeurs fonctionnaires unifient le champ intellectuel de la sociologie espagnole à l'échelle nationale. Ceci fait que l'Etat demeure l'espace de références et le pont d'accès à la discipline. Par ailleurs, la collaboration entre professeurs des différentes communautés autonomes reste constante mais c'est plutôt sous la forme de réseaux personnels et de systèmes relationnels propres qu'à travers un système institutionnel organisé. Les épi-

sodes de régionalisme et d'absence de communication entre les communautés autonomes ne sont pas nouveaux. Cependant, cette absence de communication constitue plutôt le reflet des tensions autonomistes qu'une divergence sur le plan de la recherche sociologique. La tendance à blinder l'accès à des postes professionnels dans chaque communauté autonome choque car elle se heurte à la mobilité exigée à certains moments de la carrière.

Peut-on parler d'une institutionnalisation de la sociologie en Espagne ? La structure universitaire demeure-t-elle fortement hiérarchisée ?

L'institutionnalisation de la sociologie espagnole est très récente, mais sa tradition ne l'est pas. La première chaire a un siècle et elle a toujours existé comme référence dans la pensée espagnole. Il est évident que ces vingt dernières années la sociologie a fait un grand pas en avant, et depuis les années soixante sa présence dans le champ universitaire est beaucoup plus visible. La progression de la carrière universitaire est lente et obéit toujours à une logique hiérarchique. Il existe aujourd'hui des possibilités raisonnables pour bénéficier de bourses et assumer,

<sup>1</sup> Le système politico-administratif espagnol est constitué par des «communautés autonomes» qui bénéficient d'une certaine autogestion notamment dans la politique culturelle, sanitaire et sociale. Cependant, leur capacité d'autogestion est limitée par un pouvoir assez centralisé, d'où les conflits bien connus liés à la demande d'autogestion et d'indépendance de la communauté basque et catalane.

<sup>2</sup> Salustiano del Campo (dir.), Historia de la sociología española, Barcelone, Ariel, 2001

<sup>3</sup> A l'époque de la crise coloniale de 1898, surgit un mouvement intellectuel déçu par la situation politique et économique de l'Espagne. Les revendications de ces intellectuels formèrent un courant nommé *régénérationnisme*. Ils dénoncèrent avec colère un système politique presque caciquiste qu'une classe politique clientéliste et corrompue avait produit. Selon ces intellectuels, il fallait une transformation du système qui ne pouvait être faite que par les élites intellectuelles et économiques, celle-ci conduirait naturellement à une modernisation du pays. Les *régénérationnistes* promouvaient une décentralisation économique et administrative, un nouveau système pédagogique, la séparation de l'Eglise et l'Etat, la création de lois en faveur de la classe ouvrière, et la mise en valeur des régions.

<sup>4</sup> Francisco Ayala fait partie des penseurs sociaux qui ont eu une très grande influence dans le champ institutionnel de la sociologie en Espagne comme Salvador Lissarrague, Fraga Iribarne, José Luis Aranguren, Luis Legaz Lacambra, Julián Marías, Enrique Tierno Galván, José Medina Echavarría et Luis Recaséns.

de manière modeste, des responsabilités au sein des départements. Mais en même temps, si le nombre de docteurs a beaucoup augmenté, ces derniers ont presque tous fait des séjours dans des centres à l'étranger. Ce qui maintenant reste difficile c'est l'accès au corps de professeurs fonctionnaires<sup>5</sup> ; un corps encore plus surchargé que d'ordinaire et rajeuni par l'augmentation de postes de professeurs fonctionnaires dans les années 1980 et 1990. Les facilités de formation pour les jeunes docteurs ont été importantes, mais leur incorporation au corps professoral (la chaire en Espagne exige une large période d'ancrage dans l'université) est réellement difficile.

Pour ce qui est de la situation des doctorants en sociologie, quels sont les moyens financiers, institutionnels dont ils disposent et quelles sont les débouchés qu'ils peuvent espérer ? Plus généralement, quel est l'avenir professionnel des licenciés en sociologie<sup>6</sup> ?

La situation s'est beaucoup polarisée. D'un côté, il y a tout un groupe de doctorants qui continuent leurs études dans la seule attente de pouvoir entrer sur un marché du travail en pleine stagnation. En ce sens, il est fréquent de voir des doctorants attendant l'opportunité de trouver une autre situation professionnelle ou même du «part-time» avec des jobs plus ou moins précaires. D'un autre côté, il y a eu aussi une augmentation du nombre de doctorants qui ont un projet mûr, très solide et bénéficiant d'une grande préparation. Ces dernières années les conditions de formation sont devenues plus favorables et plus ouvertes vers l'extérieur. Selon la loi, les études de doctorat en Espagne impliquent des séminaires, des travaux de formation et une direction de thèse. En revanche, ce qui varie beaucoup c'est la qualité des programmes ainsi que l'attention que le doctorant reçoit. En général, dans notre pays, les doctorats sont sérieux, mais très irréguliers, dispersés et individualisés. Il y a différentes manières officielles de les financer, avec des bourses créées par différents organismes, du ministère à l'université en passant par les «communautés autonomes», et quelques entités privées. Toutes les bourses exigent un séjour à l'étranger. Même si le nombre de bourses est limité, elles devraient correspondre à une certaine reproduction académique normalisée. Cependant, ces derniers temps, il y a plus de demandes que de bourses offertes. Les conditions d'accès aux bourses sont largement institutionnelles et standardisées. Il

est évident que les réseaux, les capitaux symboliques et les effets du groupe de recherche auquel appartient le candidat, ont un poids fondamental pour leur obtention.

Le marché du travail est petit et irrégulier. Il est évidemment incapable d'accueillir le nombre de licenciés qui sortent de l'université. Beaucoup d'entre eux finissent dans une situation de «sous-emploi». D'autres trouvent des petits jobs où ce qui compte c'est davantage la sélection sociale du titre plutôt que les connaissances techniques. Dans tous les cas, il existe un marché du travail rattaché aux études d'opinion, d'audiences, d'enquêtes électorales et d'évaluations des politiques sociales, réalisées principalement dans le cadre d'entreprises qui vendent ces études à d'autres entreprises ou auprès des agences publiques.

Si on fait une comparaison avec la France, où la sociologie joue un rôle important et déclaré dans les débats publics (je pense à Pierre Bourdieu, à Irène Théry au sujet de la famille ou à Jean-Claude Kaufmann dont les travaux sont fortement médiatisés) quelle est la nature du lien que la sociologie espagnole entretient avec le pouvoir politique et l'opinion publique ? De quelle manière l'Etat promeut la sociologie ? La sociologie espagnole dispose-t-elle d'une autonomie et de la capacité de faire de la recherche sans devoir s'inscrire au service du pouvoir ?

La plus grande répercussion qu'a la sociologie espagnole se situe dans les résultats des enquêtes et des

<sup>5</sup> Les professeurs fonctionnaires n'ont pas le même statut que les professeurs ordinaires en Suisse, l'équivalent serait le statut de Maître d'Enseignement et de Recherche, mais avec un engagement à vie.

<sup>6</sup> Une étude a été réalisée par une équipe de l'Université Complutense de Madrid auprès des licenciés en sociologie de la volée de 1997 des licenciés en sociologie. Celle-ci analyse l'insertion dans le marché du travail de ces sociologues 4 ans après l'obtention du titre. Elle met en évidence la précarité des «jeunes» sociologues face au marché du travail espagnol. Ainsi par exemple, quatre ans après la licence, 56% des sociologues habitent encore chez leurs parents et 38% continuent d'entreprendre des études, parmi lesquels l'anglais et l'informatique sont les plus répandus. 40% ont des emplois temporaires, dont 68% sont à temps partiel. 62% de ces sociologues occupent un emploi de catégorie inférieure à ce qui correspond au titre universitaire. Dans tous ces cas, les femmes sont sur-représentées (Equipe d'études EDE, «La situation laboral de los sociólogos», RES, n°1, septembre 2001).

études du CIS (Centre d'Investigations Sociologiques), organisme public étatique qui est chargé d'études sociologiques, et moins par le biais de noms des experts associés à ces enquêtes. Toutefois, certains noms ont du poids dans les pages d'opinion de quelques journaux, mais pas vraiment dans les débats. Evidemment Manuel Castells est très suivi, mais on trouve aussi des chercheurs qui, comme Enrique Gil Calvo, Emilio Lamo de Espinosa ou Ludolfo Paramio, participent aux débats politiques généraux par le biais de publications dans le journal *EL Pais*. Amando de Miguel demeure très présent dans les médias libéraux-conservateurs.

En plus du bureau public - CIS -, les ministères, les «communautés autonomes» et les mairies sont les grands demandeurs de recherches sociologiques. Il existe aussi le centre national de recherche (CISC) - modèle similaire au CNRS - constitué de plusieurs «instituts de recherches sociales avancées». Par ailleurs, une grande partie de nos projets de recherche menés dans les Universités est financée par le ministère de Science et Technologie ou par le Ministère de l'Education.

Dans les thèmes théoriques ou à bas budget, une sociologie critique est fort présente. En dépit des dérives connues de violence symbolique et d'auto-censure, la grande majorité de la recherche universitaire réalisée en Espagne n'est pas directement instrumentalisée ou au service du pouvoir politique<sup>7</sup>. Il y a une assez large autonomie à ce niveau.

Peut-on parler de différents courants sociologiques institutionnalisés en Espagne ?

Le quantitativisme fonctionnaliste a sans doute été le plus notable. Mais au cours des dernières années, il y a eu de multiples développements. Le manque de bases historiques propres fait que presque tout le corps universitaire, et les chercheurs, ont eu des rapports directs avec des écoles étrangères. Un qualitativisme très puissant et d'une grande originalité, très proche du structuralisme et de l'analyse de discours, s'est ainsi répandu en Espagne grâce à figures comme Jesus Ibañez et Alonso Ortí<sup>8</sup>. A la même époque, selon différentes synthèses, la sociologie critique de l'Ecole de Frankfort ou encore l'ethnométhodologie nord-américaine ont nourri la formation de nombreux chercheurs. Dans le domaine théorique, l'introduction de la pensée allemande a été très influente, depuis Marcuse jusqu'à Habermas, en passant par Offe ou Luhmann.

Dans un numéro de la revue RES dédié au «présent et futur de la sociologie espagnole»<sup>9</sup>, María Angeles Durán note qu'«au niveau historique, la sociologie espagnole a passé de longues périodes d'autarcie intellectuelle, et l'internationalisation a consisté, surtout, en l'importation des ouvrages d'auteurs étrangers». A quels auteurs fait-elle référence et lesquels ont eu, selon vous, le plus d'influence sur la production sociologique espagnole ?

Dans les années cinquante, la pensée officielle subit l'influence d'une philosophie sociale juridico-germanique et c'est seulement à la fin de cette décennie qu'on commence à percevoir des tentatives d'une certaine originalité et une pensée réellement sociologique<sup>10</sup>. Dès le début des années soixante-dix, la sociologie qui pénètre en Espagne entretient des rapports avec le fonctionnalisme et la recherche empirique de *cour*<sup>11</sup> (pro)nord-américaine, en ayant

<sup>7</sup> Le sociologue José Félix Tezanos, directeur du département de sociologie de l'université d'études à distance (UNED) a une vision beaucoup plus critique à ce sujet. Selon lui, «on devrait faire plus d'effort de consensus, pour ainsi préserver un caractère institutionnel qui permettrait une plus grande stabilité. Par exemple, il n'y a pas beaucoup de sens à ce que quelques-unes des revues sociologiques publiées dans des centres officiels changent périodiquement tout leur conseil éditorial au gré des changements politiques; parfois il y a eu continuité mais ça n'a pas toujours été le cas. Selon le tournus politique, il peut y avoir une sociologie critique et dans d'autres moments, une sociologie plus conservatrice. Les thèmes auxquels on prête plus d'attention peuvent même changer selon le résultat électoral, ceci peut donner lieu à une espèce de tournus de la sociologie, et cela est très sérieux» (José Félix Tezanos, 2001 : 48).

<sup>8</sup> Les deux font partie de la génération de 56 (cf. note 4). Alfonso Ortí et Jesús Ibañez se définissent comme des «sujets (imaginativement) subversifs de la génération de 56», Alfonso Ortí, dans un article où il narre son parcours intellectuel, explique que c'était leur position commune dans les conflits et dans la lutte politique face à la dictature franquiste qui les a unis dans un «destin méthodologique commun» (Ortí, 2001 : 129). Une convergence dans leur vision pré-analytique ou idéologique (dans le sens de Schumpeter), a constitué une vision commune du travail de l'enseignement et de la recherche sociologique qui aboutira dans la constitution d'un groupe de sociologie critique qualitative des années 60.

<sup>9</sup> RES (Revue Espagnole de Sociologie), n°1 septembre 2001, «Presente y futuro de la sociología en España», numéro coordonné par María Angeles Durán, éditrice de la revue et présidente du FES (Fédération Espagnole de Sociologie), Professeure de recherche au Conseil Supérieur de Recherches Scientifiques.

toujours des relations ambiguës avec le franquisme. C'est la première fois qu'en Espagne la sociologie se réinstitutionnalise à nouveau sous forme de chaires universitaires<sup>12</sup>.

D'autre part, pendant les années soixante, une grande partie des sociologues de l'opposition se dédièrent à l'investigation de l'économie de marché. Ce groupe de sociologues inquiets créèrent le CEISA, une sorte de centre masqué de sciences sociales critiques avec une grande influence dans le développement des jeunes générations postérieures.

Il y a eu des importations permanentes, étant donné la dépendance de notre sociologie à des figures et des écoles étrangères. L'influence de Parsons ou Merton est bien connue. Toutefois, des auteurs comme Cicourel, Bourdieu, Touraine, Habermas ou Beck sont continuellement présents dans nos références. Quant aux exportations, seuls des auteurs comme Manuel Castells ou - à un niveau moindre - Salvador Giner ont cassé la barrière grâce à leur constante diffusion internationale. L'un des traits caractéristiques de la sociologie espagnole, dans sa quête d'un cosmopolitisme et d'une «distinction» qu'elle n'est pas en mesure d'atteindre par elle-même, c'est ce besoin permanent d'importation de figures et de noms.

Dans les dernières années, les sociologues plus pessimistes parlent d'une stérilisation théorique et méthodologique de la discipline. Quelle est votre opinion ?

En Espagne, je crois que la discipline est très active et ceci est sûrement dû au fait que notre relatif retard est actuellement en train de se combler. Cela donne lieu à des développements intéressants, bien que peu spectaculaires, surtout au niveau universitaire. Une autre chose est la répercussion de nos travaux. Et là le manque d'intérêt pour les sciences sociales est patent. Nombre de publics sont plus attentifs aux thèmes technologiques et aux recherches en sciences «dures».

La sociologie de la connaissance est l'un des champs de recherche les plus développés en Espagne. Serait-ce parce qu'il s'agit là d'une sociologie plutôt théorique et qui ne nécessite pas de grands budgets pour la recherche empirique ?

Il est vrai qu'il y a de très bons spécialistes dans ce domaine. Par rapport aux thèmes des enquêtes, je ne crois pas que cela soit le problème, car ici il y a beaucoup de recherches de ce type. Je crois que le

problème est dû à l'absence d'une structure de recherche plus puissante au niveau de la coordination et de la diffusion. Notre recherche est très dispersée et très invisible. Elle est aussi très rattachée à des personnes et elle dispose d'une très faible base institutionnelle et notamment d'un défaut de continuité dans les équipes. Il y a beaucoup de choses qui se font, mais il manque une systématisation. En plus, il n'y a guère de projection des résultats. De très bons produits ne sont pas connus au niveau international et la diffusion au niveau national passe plutôt par ces voies informelles que par ces voies formelles.

---

<sup>10</sup> La génération de 56, était la génération des enfants de la guerre, qui fut porteuse d'un esprit critique et innovateur dans l'art, la littérature et la pensée politique. A grands traits on pourrait lui attribuer, comme propriété caractérisant, une intense conscience historique, de la part de ceux qui au début des années 50 se préoccupèrent de la récupération d'un espace toléré pour la sociologie. Ainsi, la génération de 56 fut une jeunesse obsédée par l'histoire tragique de la république et de la guerre civile, histoire à ce moment-là reniée et devenue tabou sous le régime franquiste, paradis moral du national-catholicisme. Cette génération chercha surtout à comprendre le despotisme et l'irrationalité politique espagnole (on pense notamment à la non congruence des concepts comme République et parti politique, sachant que Franco prétendait à l'existence de partis politiques, ou plutôt du parti politique au singulier, et du syndicat vertical d'affiliation obligatoire). Cette génération fut soumise à un double paradoxe - comme on caractérise l'École de Palo Alto - car on parlait toujours du paradis de l'avant guerre, en contraste avec les misères du présent, mais en même temps, on a dénié le sens historique du pourquoï à ce moment-là (la postguerre) tout était misère et si différent d'auparavant. Alfonso Ortí, parle de la génération de 56 - dont il fait partie - comme un «combat pluraliste pour la reconquête de la place de la sociologie dans la post-guerre civile espagnole» (Alfonso Ortí, 2001 : 121). Une vocation sociologique, mythique et singulière que cette génération, convaincue encore qu'il n'y a pas de recherche sociale créative sans une tension permanente entre la liberté et la critique, a enraciné dans l'esprit sociologique espagnol.

<sup>11</sup> Cour dans le sens de cort, de royaume, d'une pensée institutionnalisée qui a des adeptes, comme une cour est constituée de tous les nobles qui servent le roi.

<sup>12</sup> En Espagne un catédrtico est le professeur qui occupe une chaire, l'équivalent au statut de professeur ordinaire en Suisse.

# divers

A cet égard, pensez-vous qu'il y a quelques aspects qui différencient la sociologie espagnole de la française à part son objet d'étude ?

La sociologie espagnole est évidemment beaucoup plus faible, avec une base institutionnelle plus petite et avec des problèmes évidents quant à la diffusion des résultats de recherche. Etant donné qu'on a une tradition plus petite, on cherche les références à l'étranger. Toutefois, il y a aussi une bonne tradition de chercheurs espagnols spécialisés dans le qualitatif qui ont eu beaucoup d'influence dans la recherche professionnelle et qui me paraissent plus flexibles et en rapport avec la société que la sociologie française si corsetée.

Par rapport à votre propre carrière intellectuelle, quels courants sociologiques ont été particulièrement saillants dans le développement de vos problématiques de recherche ?

Je suis arrivé à la sociologie, après une reconversion profonde, car je faisais de l'économie selon une approche quantitative. Tant la sociologie du travail française (Friedman, Naville, Touraine, etc.) que plus tard l'école de la régulation et les analyses du procès du travail à la Coriat ont été pour moi fondamentaux. La référence anglo-saxonne du livre pionnier de Braverman «Labor and Monopoly Capital» a été aussi central dans ma formation. Au niveau méthodologique, j'ai eu un fort contact avec l'école qualitative espagnole d'Alfonso Ortí ou de Jesús Ibanez. Cette école qui se nourrit de la tradition critique de l'École de Frankfurt jusqu'à Habermas, a reçu notamment des influences du structuralisme et du post-structuralisme quant au travail avec les textes et des productions discursives. Dans ce sens, le travail méthodologique de Paul Ricœur sur le thème du conflit des interprétations m'a beaucoup enrichi.

Au cours de ces dernières années, je travaille essentiellement sur la question de l'analyse de discours (en lui donnant un sens sociologique ou plutôt socio-herméneutique, au-delà du modèle linguistique), suivant une tradition récente de la sociologie espagnole qui prend comme références des noms comme Mikhail Bakhtin, Michel Certeau ou même Pierre Bourdieu. Je concorde sur beaucoup de points avec Pierre Bourdieu, mais m'en distingue dans le concret sur sa dérive si fermée et épistémologiste de concevoir le social. Je m'intéresse à pénétrer plus dans la doxa qu'à la refuser directement en tant que sens commun limité. J'ai eu beaucoup de contact avec les sciences sociales francophones de ces 20 dernières années, de l'école de la régulation (Aglietta, Orlean, Boyer, etc.) jusqu'aux travaux de Luc Boltanski. L'orientation de ce dernier a eu beaucoup d'influence sur moi.

Dans quel sens ?

Boltanski m'intéresse pour son diagnostic du capitalisme actuel : ses systèmes de justification, de légitimation et de gestion en tant que contrôle idéologique basé sur des nouvelles et puissantes métaphores très bien alimentées à partir d'une tradition novatrice et d'une critique esthétique presque libertaire, qui a rompu avec le social et a renforcé un nouveau déploiement des mécanismes mercantiles de la discipline sociale. La façon dont Boltanski articule ses arguments cognitifs comme formes actives de la matérialité sociale m'intéresse beaucoup. Sa critique de Bourdieu, même si elle est en partie juste, est trop influencée par leurs disputes personnelles. Je crois que grâce à Bourdieu - et combien même il fut critiqué par C. Grignon, B. Lahire et L. Boltanski, J. Alexander, A. Cicourel et tant d'autres - on a pris conscience de multiples dimensions de la réalité sociale.

Marta.Roca@ses.unige.ch  
luis.alonso@uam.es